

L'éducation à la sexualité en Afrique subsaharienne

Synthèse comparative par composante
des résultats d'études conduites dans 13 pays

Septembre 2021

Table des matières

Contexte	2
Méthode.....	2
Aperçu des aspects prioritaires	3
Contexte institutionnel	4
Objectifs et principes des programmes d'enseignement	5
Contenus du programme d'éducation à la sexualité.....	6
Intégration dans le programme d'enseignement national.....	7
Mise en œuvre	8
Formation des enseignants	9
Suivi et évaluation.....	10
Annexe 1 – Liste des pays et années de réalisation des études	11
Annexe 2 – Forces et faiblesses par composante du SERAT.....	12

Contexte

De nombreux pays ont récemment renforcé leurs programmes nationaux d'éducation pour la santé¹, et en particulier des programmes d'enseignement et d'apprentissage portant sur les aspects cognitifs, émotionnels, physiques et sociaux de la sexualité, visant à doter les enfants et les jeunes de connaissances factuelles, de compétences, d'attitudes et de valeurs qui leur donneront les moyens de s'épanouir, de développer des relations respectueuses, de réfléchir à l'incidence de leurs choix sur leur bien-être et sur celui des autres, et de comprendre leurs droits et les défendre tout au long de leur vie.

Dans ce contexte, l'UNESCO soutient les pays dans la conduite d'études diagnostiques permettant d'identifier les forces et les axes d'amélioration des programmes nationaux d'éducation à la sexualité. Ces programmes doivent être adaptés au contexte, à la culture et aux valeurs de chaque pays, et fondés sur la science et les données probantes.

Ce rapport synthétise les résultats d'études diagnostiques conduites depuis 2015 et ayant fait l'objet d'une validation nationale dans les pays suivants : le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, le Lesotho, le Malawi, la Namibie, le Niger, le Nigéria, la République démocratique du Congo, le Togo, l'Uganda et la Zambie.

Méthode

Sources

Ce présent rapport synthétise les résultats de treize études pays conduites entre 2015 et 2021. Ces études ont consisté en une revue documentaire approfondie des programmes scolaires, des modules de formation des enseignants, des guides pédagogiques, des manuels pour les apprenants, des lois, des politiques et des réglementations pertinentes des pays concernés. Dans certains cas, des entretiens ont été réalisés avec des acteurs clés pour clarifier certains points ou compléter les recherches.

L'outil SERAT

Les études ont été réalisées à l'aide de l'outil de revue et d'analyse des programmes d'éducation à la sexualité (SERAT)². Cet outil se présente sous la forme d'une liste d'items permettant de vérifier si tous les éléments permettant une intégration complète et réussie de l'éducation à la sexualité dans les programmes scolaires sont réunis, au travers de huit composantes.

L'outil SERAT a récemment été révisé et enrichi pour s'aligner davantage sur les *Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité* (2018)³. Douze des treize études ont été réalisées à partir de la même version de l'outil, les résultats ont pu être comparés entre eux. En revanche, l'étude conduite au Togo en 2021 s'est basée sur la version la plus récente de l'outil SERAT. Les items de chaque composante ne correspondent pas à la version précédente de l'outil, alors pour préserver la comparabilité des données, le Togo n'a pas été intégré dans les graphiques présentant une synthèse des résultats régionaux (sauf dans les parties 'aspects prioritaires' et 'contenus').

À noter également que l'outil SERAT offrant une photographie des programmes d'éducation pour la santé à un instant donné, certains aspects ont pu évoluer à la suite des études.

¹ La dénomination de ces programmes varie selon les pays.

² Lien vers l'outil : <https://healtheducationresources.unesco.org/fr/node/20738>

³ Disponibles à : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000266214?posInSet=2&queryId=7433ad8c-ef4d-4670-85a8-734cbeadf6a>

Présentation des onglets du SERAT



Données de santé publique

Cet onglet recueille des données essentielles sur la santé sexuelle et reproductive, ainsi que sur la violence de genre. Lors de l'interprétation des résultats, les points forts et les axes d'amélioration des programmes sont alors analysés à la lumière des indicateurs de santé publique afin de produire des recommandations efficaces et adaptées au pays de mise en œuvre.

Contexte institutionnel

Cette analyse institutionnelle vise à déterminer dans quelle mesure le cadre institutionnel offre un environnement propice à l'éducation à la sexualité. En particulier, les politiques nationales et les lois sont passées en revue pour identifier si elles comportent des dispositions favorables à l'enseignement de l'éducation à la sexualité dans ses diverses composantes et à la santé sexuelle et reproductive.

Intégration dans le programme

Cet onglet examine le degré et les différentes modalités d'intégration des enseignements relatifs à l'éducation à la sexualité au sein du programme national.

Objectifs et principes

Au sein de cette composante, une série d'indicateurs visent à déterminer dans quelle mesure les principaux objectifs – en termes de santé publique notamment – et les principes fondamentaux ont été pris en compte dans la conception des programmes d'enseignement.

Mise en œuvre

Trois séries d'indicateurs – portant sur les principes, le mode et les méthodes – examinent successivement la manière dont la mise en œuvre du programme d'éducation à la sexualité est opérée.

Contenus des programmes

Cette composante – divisée en quatre classes d'âge : les 5–8 ans, les 9–12 ans, les 12–15 ans et les 15–18 ans et plus – examine quels concepts clés et domaines d'apprentissage sont développés par les contenus d'enseignement.

Six concepts clés qui composent l'éducation à la sexualité⁴ sont successivement analysés :

- Relations interpersonnelles ;
- Sexualité et comportement sexuel ;
- Communication, négociation et prise de décision ;
- Développement humain ;
- Santé sexuelle et reproductive ;
- Autonomisation des jeunes.

Ces concepts clés et les domaines d'apprentissage – attitudes, compétences, connaissances – sont ensuite croisés pour offrir une lecture détaillée des forces et des axes d'amélioration, à la fois par thème et par domaine d'apprentissage.

Formation des enseignants

Cette composante analyse le degré d'intégration de l'éducation à la sexualité dans la formation des enseignants. Elle vise également à déterminer si les enseignants disposent des compétences spécifiques requises pour l'enseigner.

Suivi et évaluation

Cet onglet examine et évalue, par le biais de plusieurs indicateurs, les mesures prises pour assurer le suivi et l'évaluation du programme d'éducation à la sexualité.

Procédure

Les études pays ont été conduites en deux phases principales : un consultant a été chargé de réunir la documentation nationale, de remplir l'outil SERAT et de rédiger un rapport narratif présentant les résultats de l'étude et des recommandations ; ensuite, un ou plusieurs ateliers de restitution et de validation ont été organisés pour partager les résultats avec les parties prenantes nationales et valider – ou ajuster – les résultats.

La rédaction de la présente synthèse régionale s'est fondée sur les résultats de ces études nationales.

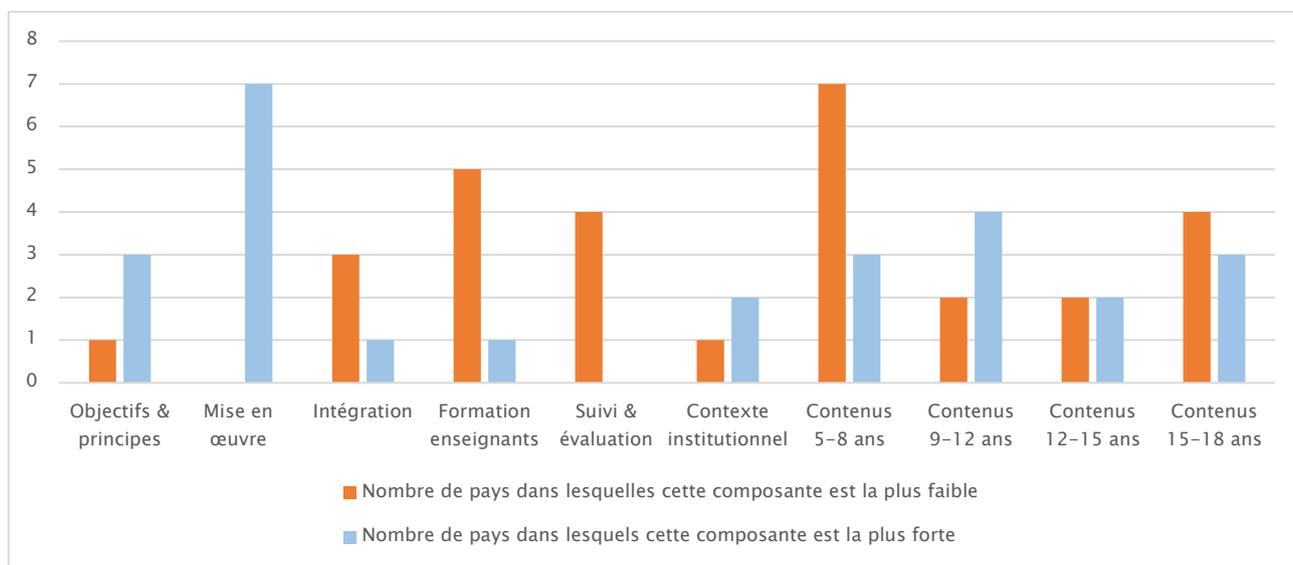
Cette synthèse régionale par composante du SERAT propose :

- Un aperçu des aspects prioritaires à travers l'ensemble des composantes du SERAT ;
- Pour chacune des sept composantes du SERAT, une fiche synthétique avec un graphique représentant visuellement les résultats régionaux et un résumé des principales forces et axes d'amélioration.

⁴ À noter que la dernière version du SERAT, alignée sur les *Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité* (2018), propose une nouvelle classification : Relations interpersonnelles, Valeurs, droits, culture et sexualité, Comprendre la notion de genre, Violence et sécurité, Compétences pour la santé et le bien-être, Corps et développement humain, Sexualité et comportement sexuel, Santé sexuelle et reproductive.

Aperçu des aspects prioritaires

L'analyse régionale des études SERAT permet de dégager des tendances et de tirer un certain nombre d'enseignements. Tout d'abord, les programmes nationaux sont, dans la plupart des pays, relativement robustes en termes de contexte institutionnel, de mise en œuvre du programme, d'objectifs et de principes, et de contenus délivrés aux 9–12 ans. En revanche, plusieurs points d'attention apparaissent de manière évidente, en particulier en ce qui concerne les contenus destinés aux plus jeunes, les contenus liés aux normes sociales, au genre et aux droits humains, et la formation des enseignants.



Contenus destinés aux plus jeunes

Les contenus destinés aux 5–8 ans sont, de loin, le premier axe d'amélioration : il s'agit de la composante la plus faible du programme dans plus de la moitié des pays étudiés. Deux enjeux se retrouvent le plus fréquemment : les contenus destinés aux plus jeunes sont soit absents du programme, soit ils sont présents mais ne sont abordés que partiellement, sur certains sujets (par exemple l'hygiène corporelle), et sont silencieux sur d'autres dimensions fondamentales de l'éducation à la sexualité (par exemple, l'identification d'abus ou de violences).

Contenus liés aux normes sociales, au genre et aux droits humains

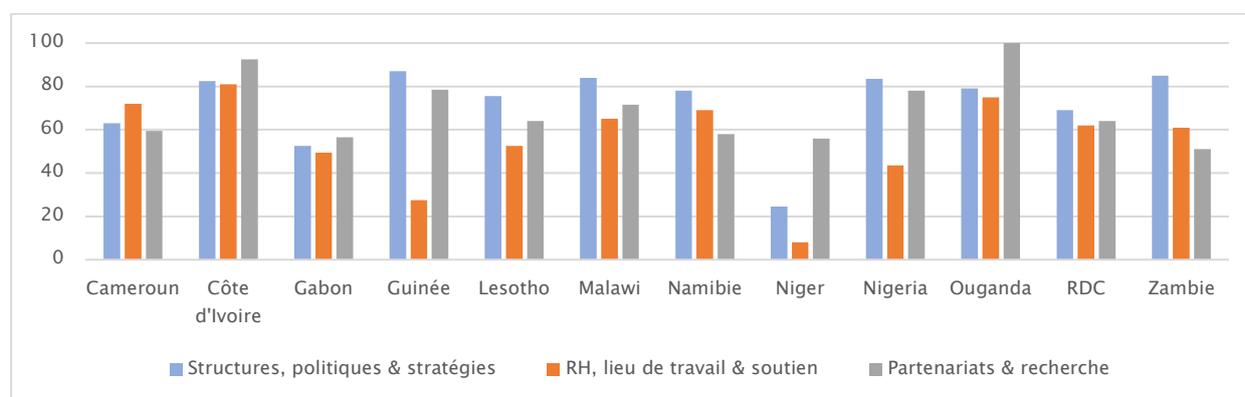
Une lecture croisée des résultats obtenus pour les composantes couvrant les quatre classes d'âge identifiées est également riche d'enseignements. Cette analyse révèle que les contenus liés aux normes sociales, au genre et aux droits humains sont les plus faibles du programme dans un grand nombre de pays. Les connaissances et les compétences de la vie courante sont quant à elles davantage abordées au sein des contenus scolaires. De même, bien souvent l'articulation n'est pas faite avec les données probantes et de santé publique qui démontrent qu'il existe des taux d'incidence élevés de grossesses précoces, de mariage d'enfants, d'infections à VIH et de violences basées sur le genre.

Formation des enseignants

Un autre aspect prioritaire concerne la formation des enseignants : elle s'avère également être un axe d'amélioration important dans de nombreux pays. Seul un pays sur treize a pour dimension la plus solide de son programme la formation des enseignants. A l'inverse, pour cinq pays, il s'agit de la composante la plus faible. Le manque d'intégration dans la formation initiale et l'indisponibilité ou l'obsolescence des ressources pédagogiques ressortent comme les défis les plus répandus.

Contexte institutionnel

Résultats du SERAT



Forces et axes d'amélioration

Le contexte institutionnel forme l'environnement politique et stratégique dans lequel s'inscrit l'éducation à la sexualité. De manière générale, les pays enregistrent des résultats relativement satisfaisants concernant le contexte institutionnel.

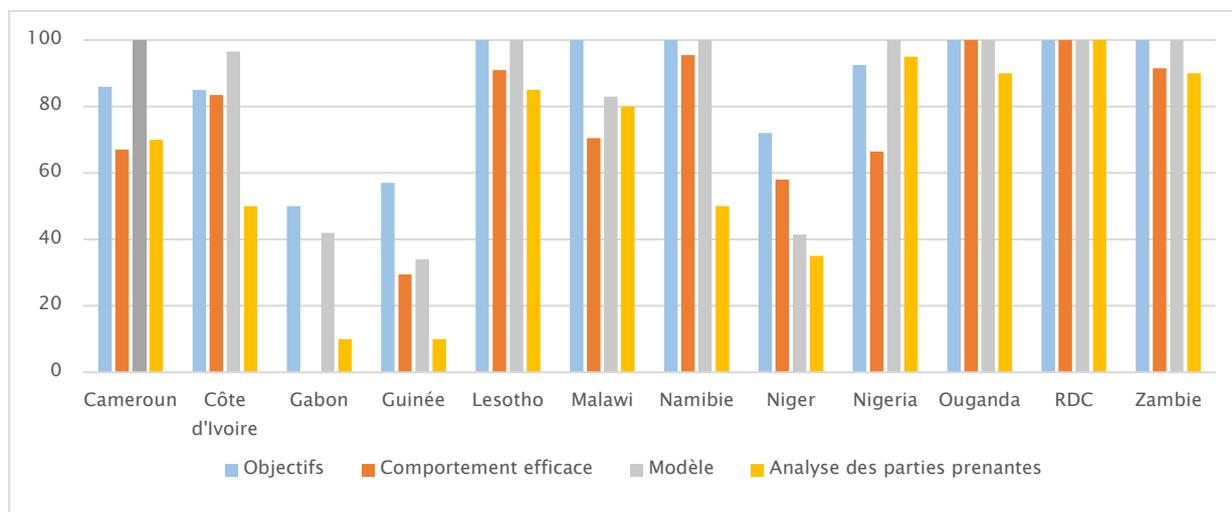
La plupart des pays se sont dotés d'un cadre politique et stratégique bien établi. Par exemple, la **Côte d'Ivoire** a adopté plusieurs politiques promouvant l'éducation à la sexualité, notamment le Programme national de l'éducation complète à la sexualité (2016–2020) et le Plan accéléré de réduction des grossesses en milieu scolaire (2013–2015). En **Ouganda**, le Plan stratégique du secteur de l'éducation (2004–2015) et le Plan d'investissement du secteur de l'éducation formaient le cadre de référence pour guider les réformes du programme scolaire, comme celles intervenues pour les programmes du premier cycle du secondaire, dont fait partie le programme d'éducation à la vie. Un autre exemple intéressant provient de la **Guinée**, qui a adopté un Programme d'éducation sexuelle complète et d'offre des services conviviaux en matière de santé sexuelle et reproductive pour les adolescents et les jeunes (2017–2020).

Par ailleurs, les analyses SERAT révèlent que de nombreux pays ont mis en place des structures ministérielles pour coordonner la réponse du secteur de l'éducation au VIH et le SIDA et aux violences de genre en milieu scolaire. Ainsi, la **République démocratique du Congo (RDC)** a instauré des cellules « genre » et « lutte contre le VIH » au sein de son ministère de l'Enseignement primaire et secondaire. De la même manière, au **Togo**, une cellule genre a été mise en place au sein du ministère, et un groupe thématique intersectoriel a été établi pour contribuer à la réponse au VIH/SIDA et aux violences de genre en milieu scolaire. Toutefois, plusieurs études SERAT soulignent que des contraintes en matière de ressources humaines et financières limitent l'impact et la pérennité de ces structures.

Une autre sous-composante importante du contexte institutionnel concerne les partenariats et la recherche. Au **Gabon** et en **Zambie**, pour soutenir le développement des partenariats en matière de réponse au VIH et au SIDA, une base de données des partenaires actifs dans le secteur de l'éducation a été mise en place au niveau ministériel et une stratégie pour mobiliser les partenaires a été adoptée et mise en œuvre. Par ailleurs, l'importance d'investir dans la recherche pour mieux comprendre les besoins des jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive est citée à de nombreuses reprises (**Ouganda** et **Namibie** notamment). Au **Malawi**, les efforts de recherche pour guider la réponse au VIH et au SIDA n'ont pu être que partiellement financés en raison de contraintes budgétaires.

Objectifs et principes des programmes d'enseignement

Aperçu des résultats du SERAT



Forces et axes d'amélioration

A l'instar du cadre institutionnel, les pays étudiés ont recueilli de relativement bons résultats concernant les objectifs et les principes des programmes d'enseignement. Dans huit pays, il s'agit d'une des deux composantes les plus fortes, tandis que pour seulement trois pays il s'agit d'une des deux plus faibles composantes de leur programme⁵.

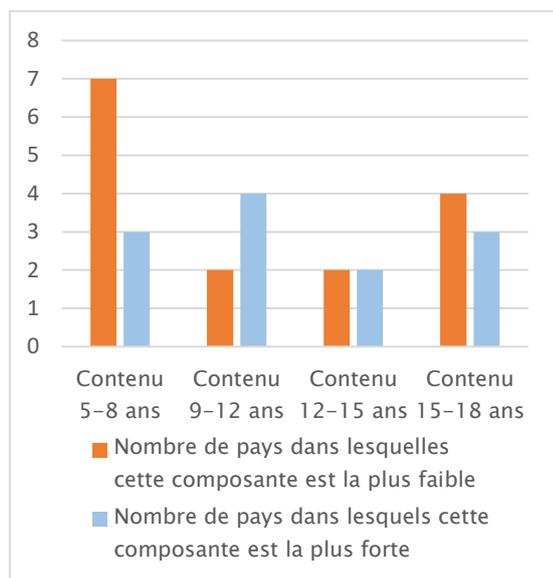
Au sein de cette composante, trois sous-composantes examinent la prise en compte d'objectifs cognitifs, affectifs, ou de compétences liées à la vie publique, et cherchent à déterminer si le programme cible des comportements efficaces et s'il repose sur un modèle logique. Si les pays réalisent de manière générale des scores élevés pour ces dimensions, au **Gabon**, en **Guinée** et au **Niger**, les analyses SERAT révèlent que les programmes pourraient davantage être assortis d'objectifs liés à la réduction des grossesses non désirées, des infections à VIH et des violences basées sur le genre. En ce qui concerne les comportements efficaces (utiliser des méthodes de contraception moderne, réduire le nombre de partenaires, identifier les pressions pour avoir des rapports sexuels), plusieurs pays ont intégré ces éléments dans les objectifs du programme, notamment l'**Ouganda**, la **RDC** et la **Zambie**. Certains pays, comme le **Lesotho**, ont déployé des efforts particuliers pour prendre en compte les *Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité* dans la conception de leur programme national.

La quatrième sous-composante a trait à l'implication des parties prenantes dans l'élaboration du programme national. Or, de manière générale, l'analyse des études SERAT révèle que les parties prenantes concernées – telles que les enseignants, les jeunes, les parents et les communautés, et les chefs traditionnels et religieux – n'ont pas toujours été associées ou représentées au cours du processus. Par exemple, au **Malawi**, l'étude note que certains acteurs majeurs du secteur de la santé n'ont pas pris part au développement du programme national. Le **Nigeria** et la **RDC** fournissent l'exemple de pays ayant impliqué l'ensemble des parties prenantes concernées : jeunes, parents et communautés, personnes vivant avec le VIH ou affectées par ce dernier, groupes religieux et leaders traditionnels, directions des écoles et enseignants.

⁵ Se référer au graphique récapitulatif présenté dans la section « Aperçu des aspects prioritaires » et à l'annexe 2.

Contenus du programme d'éducation à la sexualité

Aperçu des résultats du SERAT



L'analyse des contenus scolaires a consisté en une étude minutieuse de l'inclusion de dimensions spécifiques dans les contenus du programme d'enseignement. Les études pays n'ayant pas été réalisées dans les mêmes contextes et par les mêmes auteurs, il n'est pas possible de préserver rigoureusement la comparabilité des données en comparant ces données qualitatives directement entre les pays. Toutefois, il est possible d'identifier la force ou la faiblesse relative des contenus pour les quatre classes d'âge dans chaque pays⁶, puis de les comparer entre eux. Ce diagnostic est particulièrement intéressant, car les résultats montrent que certaines tendances se dégagent.

Forces et axes d'amélioration

Il ressort de cette analyse que les contenus destinés aux plus jeunes sont les moins développés. Dans certains pays, ils sont même absents. Les études pays soulignent que cette situation tient souvent au fait que les concepteurs des programmes estiment que les jeunes enfants ne possèdent pas la maturité nécessaire pour aborder les contenus portant sur l'éducation à la sexualité. Pourtant, les programmes d'éducation à la sexualité ont vocation à dispenser un contenu adapté à l'âge et au stade de développement des apprenants. Cela permet également aux jeunes enfants de recevoir des contenus pertinents – par exemple en termes d'hygiène corporelle, ou d'identification des signes d'abus – qui leur permettent de se préparer avant l'âge de la puberté, moment où ils auront besoin de posséder ces connaissances, attitudes et compétences. Dans les pays dans lesquels l'accent est mis sur les contenus destinés aux élèves d'un âge jugé plus mûr (12-15 ans ou 15-18 ans), ces contenus ne seront, de fait, pas accessibles aux élèves qui auront quitté l'école prématurément.

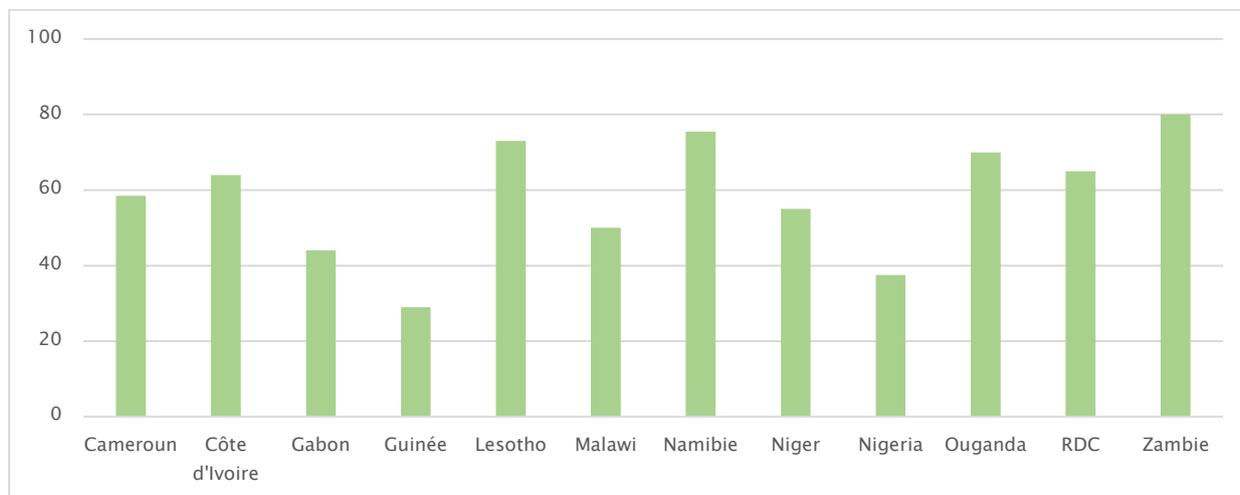
En termes de contenus par objet d'apprentissage, il apparaît dans la quasi-totalité des études que le développement des connaissances est largement privilégié, ce qui peut se faire au détriment des attitudes et compétences – autres domaines fondamentaux. L'accent est souvent mis sur les aspects biologiques de la sexualité, et les dimensions émotionnelles, affectives et socio-culturelles de la sexualité sont peu abordées. De la même manière, en ce qui concerne les concepts clés, on remarque un fort déséquilibre : le genre, les droits humains et les normes sociales sont souvent faiblement développés (voire omis) dans les contenus scolaires.

Un autre point d'attention concerne le développement de contenus relatifs aux relations et à la santé sexuelle et reproductive. Bien que les sujets relatifs à la puberté et aux grossesses précoces soient généralement abordés, l'accent est davantage placé sur l'abstinence sexuelle et ne fournit pas aux élèves d'informations sur les autres moyens de prévention et de contraception moderne.

⁶ L'étude au Niger n'ayant pas opéré de distinction entre les tranches d'âge, il n'a pas été possible d'intégrer les résultats dans la synthèse régionale. Le Togo, lui, a été inclus dans ce graphique.

Intégration dans le programme d'enseignement national

Aperçu des résultats du SERAT



Forces et axes d'amélioration

Si les résultats varient entre les pays, on peut relever que dans cinq pays l'intégration dans le programme d'enseignement national fait partie des deux plus faibles composantes de l'étude – et pour trois pays, il s'agit de la plus faible⁷.

L'intégration dans le programme d'enseignement national se fait à des degrés divers et selon des modalités différentes. La **RDC** fournit l'exemple d'un pays qui a conduit avec succès l'expérimentation de son programme d'éducation à la vie courante⁸ et qui l'a passé à l'échelle sur l'ensemble du territoire national depuis l'année scolaire 2018–19. Au **Togo**, l'intégration de l'éducation à la sexualité a d'abord été réalisée dans les programmes du préscolaire et du primaire, avant d'être étendue au secondaire.

Dans la plupart des pays (par exemple en **Guinée**, au **Niger** et en **Zambie**), l'éducation à la sexualité ne fait pas l'objet d'une discipline spécifique, mais elle est intégrée à des matières préexistantes par le biais de divers points d'insertion. Les disciplines « d'accueil » les plus fréquemment citées dans les études sont les suivantes : l'éducation civique, morale et/ou religieuse, les langues, les sciences naturelles, les sciences sociales, l'économie, l'éducation physique et les compétences de la vie courante. A noter que dans le cas du **Cameroun**, la révision des programmes scolaires en 2018 a fourni une précieuse occasion d'harmoniser les contenus d'enseignements relatifs à l'éducation à la sexualité.

La **Namibie** fournit l'exemple intéressant d'un pays ayant adopté une approche mixte, en dispensant les enseignements au sein de programmes spécifiques (*My Future My Choice*, *Star for Life* et *Window of HOPE*), ainsi que transversalement, au sein de matières déjà existantes.

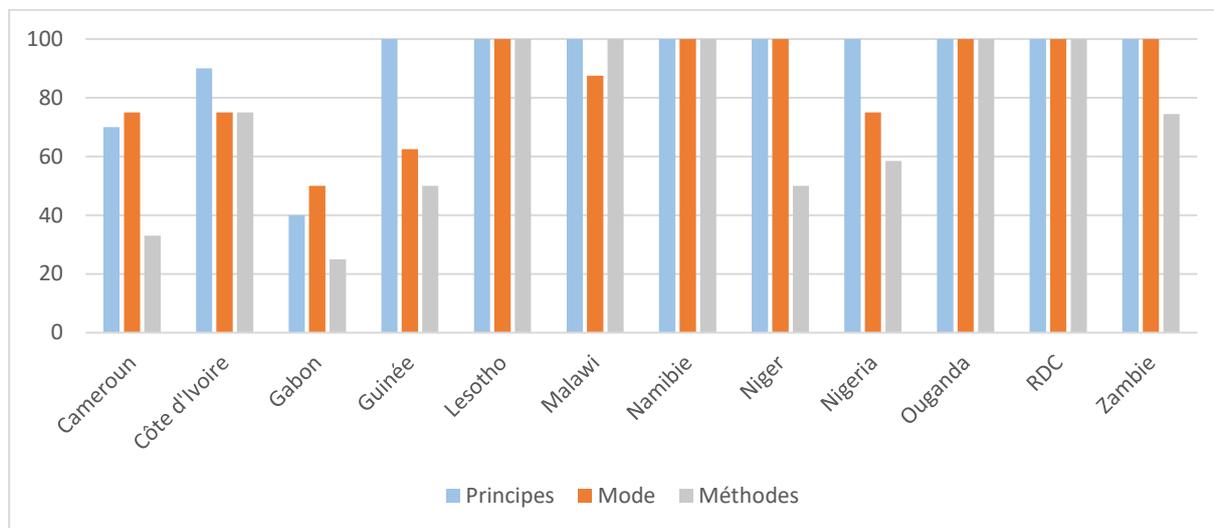
Enfin, une question essentielle est de déterminer le caractère évaluable de la discipline – ou des contenus lorsqu'ils sont intégrés à une ou plusieurs discipline(s) d'accueil – portant sur l'éducation à la sexualité. Plusieurs études SERAT relèvent qu'en présence d'un programme chargé, si l'éducation à la sexualité n'est pas un contenu soumis à une évaluation, elle sera moins susceptible d'être abordée en profondeur et dans sa globalité que les autres enseignements faisant l'objet d'un examen. Au **Gabon**, les contenus relatifs à l'éducation à la sexualité (intégrés au sein de disciplines préexistantes) sont pris en compte dans l'élaboration des examens nationaux.

⁷ Se référer au graphique récapitulatif présenté dans la section « Aperçu des aspects prioritaires » et à l'annexe 2.

⁸ Depuis, renommé « éducation à la familiale ».

Mise en œuvre

Résultats du SERAT



Forces et axes d'amélioration

Cette composante s'attache à évaluer la manière dont le programme est mis en œuvre, à travers trois dimensions (les principes, les modes et les méthodes). Les résultats montrent que, de manière générale, cette composante est relativement solide dans les pays : sept pays la comptent comme la composante la plus forte de leur programme et aucun ne la compte comme composante la plus faible⁹. Lorsque l'on analyse les données plus en détail, on observe que ce sont les principes qui sont le plus majoritairement mis en œuvre dans leur globalité, suivis par les modes, puis enfin par les méthodes.

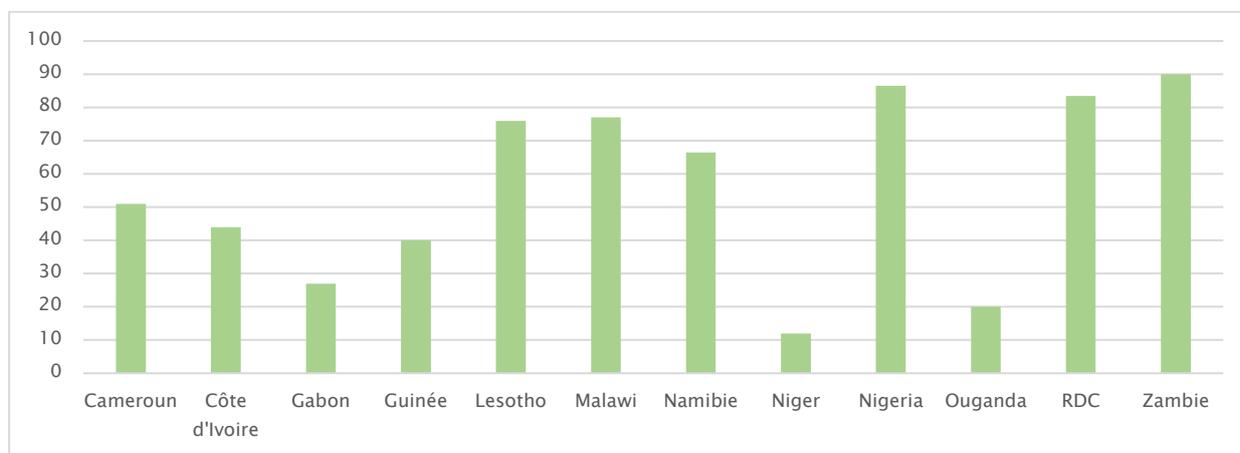
Au **Niger**, le programme est mis en œuvre dans la continuité des orientations pédagogiques fixées par le ministère de l'éducation, en partant des connaissances de élèves, en impliquant ces derniers et en favorisant leur participation. Toutefois, les méthodes utilisées pour enseigner restent classiques et n'intègrent pas de stimulants ou d'activités créatives. En **Zambie**, l'étude note que la mise en œuvre du programme se déroule dans un environnement d'apprentissage basé sur l'égalité, le respect et les droits humains. Au **Togo**, les méthodes pédagogiques sont citées comme un point positif ; en revanche, l'environnement d'apprentissage pourrait être amélioré pour être plus convivial et propice au partage d'expériences. Dans de nombreux contextes, les études SERAT notent des progrès accomplis en vue de promouvoir une approche par compétence et des méthodes d'apprentissage plus actives et centrées sur l'apprenant.

Toutefois, certaines études soulignent le décalage entre les principes affichés et la réalité de la mise en œuvre dans les classes. Ainsi, dans un nombre non négligeable de pays, l'indisponibilité ou l'obsolescence de ressources pédagogiques freine la mise en œuvre du programme d'éducation à la sexualité ou le passage à l'échelle du programme. Au **Gabon**, par exemple, l'étude souligne que si les programmes et les guides pédagogiques intègrent bien des exercices interactifs (chansons, exercices physiques, déclencheurs de conversation, études de cas), le manque de formation des enseignants, la taille des classes et la pénurie de ressources entravent l'utilisation de ces méthodes et la mise en œuvre pleine et effective du programme.

⁹ Se référer au graphique récapitulatif présenté dans la section « Aperçu des aspects prioritaires » et à l'annexe 2.

Formation des enseignants

Résultats du SERAT



Forces et axes d'amélioration

La formation des enseignants est un élément clé pour la mise en œuvre pleine et effective des programmes d'éducation à la sexualité, et il ressort des études qu'il s'agit là d'un axe important d'amélioration. Ainsi, pour cinq pays, il s'agit de la dimension la plus faible de leur programme¹⁰.

Dans la majorité des pays étudiés, la formation des enseignants est insuffisante en matière d'éducation à la sexualité, et les ressources pédagogiques sont souvent obsolètes ou indisponibles sur l'ensemble du territoire national. En l'absence d'une formation dédiée, les enseignants ne sont alors pas suffisamment outillés pour dispenser l'ensemble du programme, aborder des sujets sensibles – toutes les études notant que la sexualité est considérée comme un sujet tabou – et répondre aux inquiétudes ou aux réticences des parents et des communautés.

Au **Niger**, l'étude souligne que la formation initiale ne fournit pas aux enseignants les outils pour pleinement saisir l'importance de l'éducation à la sexualité ou pour répondre à leurs propres préoccupations et appréhensions dans l'enseignement de ces sujets. Par ailleurs, l'étude souligne qu'ils ne sont pas non plus formés à identifier et à interroger les préjugés et stéréotypes sur la sexualité qu'ils peuvent être amenés à transmettre involontairement aux élèves. Au **Gabon**, des standards minimaux n'ont pas été établis pour la formation des enseignants à l'enseignement de l'éducation à la sexualité. Le **Nigeria** fournit l'exemple intéressant d'un pays qui a considérablement renforcé la formation des enseignants : l'éducation à la vie familiale et au VIH a été intégrée à leur formation initiale en tant que matière obligatoire et un guide pédagogique a été élaboré pour faciliter la mise en œuvre pratique.

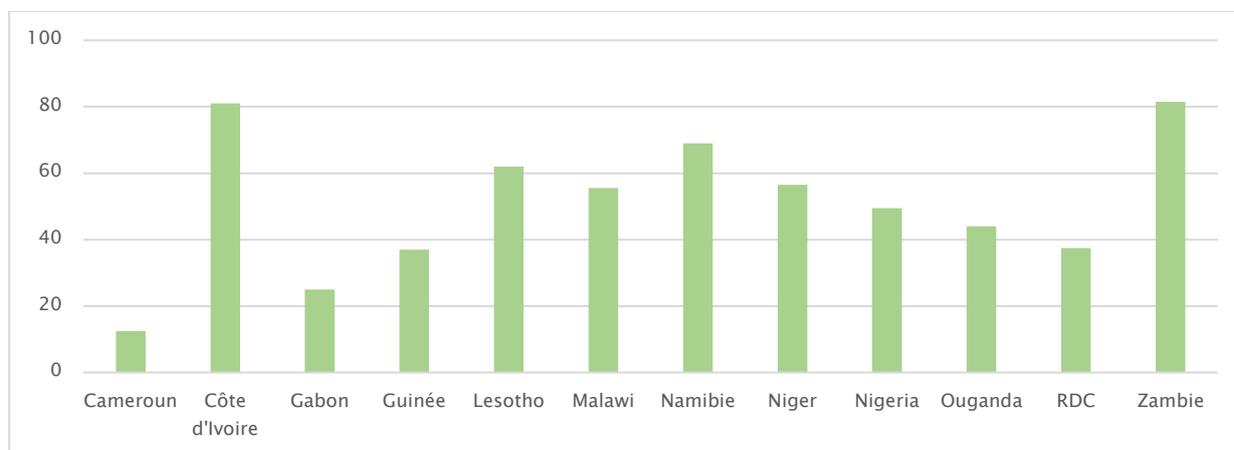
Mais, les études révèlent qu'il est également nécessaire de renforcer la formation continue, afin que les enseignants en exercice puissent s'appropriier les nouveaux contenus, les maîtriser et les transmettre. Pourtant, dans plusieurs pays, la révision des programmes n'a pas été accompagnée d'une formation des enseignants à ces nouveaux contenus (par exemple en **Ouganda**) ou de l'actualisation des ressources pédagogiques à l'usage des enseignants (par exemple au **Cameroun**).

Enfin, plusieurs études soulignent l'importance de former également les formateurs d'enseignants, afin que les formations dispensées soient complètes, à jour, et axées sur les méthodes pédagogiques actives et innovantes.

¹⁰ Se référer au graphique récapitulatif présenté dans la section « Aperçu des aspects prioritaires » et à l'annexe 2.

Suivi et évaluation

Résultats du SERAT



Forces et axes d'amélioration

Un système de suivi-évaluation des programmes d'éducation à la sexualité est nécessaire pour suivre les progrès de mise en œuvre du programme d'éducation à la sexualité, documenter son impact, et faciliter le processus de prise de décision. Pourtant, l'analyse de la composante suivi-évaluation dans les pays étudiés fait apparaître des résultats contrastés entre les pays.

La plupart des études font ressortir de larges marges d'amélioration en ce qui concerne la disponibilité de données nationales portant sur les programmes d'éducation à la sexualité – y compris sur leur impact – ou sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes. Une partie des pays n'ont pas intégré de tels indicateurs dans leurs systèmes d'information et de gestion de l'éducation (SIGE) – cela n'est le cas qu'au **Lesotho**, en **Namibie**, au **Togo** et en **Zambie** – alors même que ces données de santé publique sont utiles pour documenter la situation, enrichir la base de données probantes disponibles et orienter au mieux les objectifs des programmes d'éducation à la sexualité.

Des carences en termes de recueil *systématique* et *périodique* de données désagrégées – en particulier par le biais des enquêtes périodiques sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents – sont observées dans une grande partie des pays. En **Guinée**, par exemple, l'insuffisance du recueil systématique des données et la fragilité du système de suivi-évaluation sont citées comme une explication à la difficulté d'évaluer les changements de comportement observés auprès des élèves sur le territoire national. Toutefois, des progrès ont été réalisés. Au **Gabon**, au **Malawi**, au **Lesotho**, en **Namibie**, au **Nigeria**, et en **Zambie** des indicateurs sur le curriculum d'éducation à la sexualité ont été inclus dans les outils de l'inspection scolaire.

Par ailleurs, la nécessité de renforcer la coordination multisectorielle dans le suivi-évaluation est pointée du doigt dans un grand nombre d'études. En particulier, un constat récurrent est que le manque de coordination entre le secteur de l'éducation et de la santé (qui se traduit fréquemment par l'absence de partage de données) entraîne des conséquences négatives pour l'efficacité du programme. Par exemple, en **Namibie**, l'étude conclut que des liens formels entre les ministères de l'éducation et de la santé seraient nécessaires en matière de partage de données relatives à la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes afin de mieux guider les interventions futures.

Annexe 1 – Liste des pays et années de réalisation des études

- Cameroun - 2019
- Côte d'Ivoire - 2016
- Gabon - 2018
- Guinée - 2018
- Lesotho - 2015
- Malawi - 2015
- Namibie - 2015
- Niger - 2017
- Nigeria - 2018
- République démocratique du Congo - 2018
- Togo - 2021
- Ouganda - 2015
- Zambie - 2015

Annexe 2 – Forces et faiblesses par composante du SERAT

	Contexte institutionnel	Objectifs & principes	Intégration	Mise en œuvre	Formation des enseignants	Suivi & évaluation
Nombre de pays dans lesquelles cette composante est la plus faible	1	1	3	0	5	4
Nombre de pays dans lesquels cette composante est la plus forte	2	3	1	7	1	0
	Contexte institutionnel	Objectifs & principes	Intégration	Mise en œuvre	Formation des enseignants	Suivi & évaluation
Nombre de pays dans lesquelles cette composante est la plus faible ou la 2e plus faible	4	3	5	0	6	8
Nombre de pays dans lesquels cette composante est la plus forte ou la 2e plus forte	4	8	2	8	1	2

Note : pour la composante « contenus du programme », un graphique spécifique a été réalisé pour représenter la synthèse régionale des résultats par tranche d'âge (présenté dans le corps du rapport).